

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

Avis aux organisations représentatives de travailleurs indépendants. — Place vacante de conseiller social, au titre de travailleur indépendant près la cour du travail de Gand

Les organisations intéressées sont invitées à présenter les candidatures au plus tard dans les trois mois de la publication du présent avis.

Les présentations de candidats ou candidates se font sur des listes doubles, adressées au Ministère des Classes moyennes, Administration des Affaires sociales, World Trade Center, Tour II, bte 54, boulevard Emile Jacqmain 162, 1210 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un certificat de bonnes vie et mœurs pour chacune des candidatures présentées.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

Bericht aan de representatieve organisaties van zelfstandigen. — Openstaande plaats van raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige bij het arbeidshof te Gent

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen uiterlijk binnen drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van kandidaten, mannen of vrouwen, geschieden op dubbelvallen gericht aan het Ministerie van Middenstand, Administratie voor Sociale Zaken, World Trade Center, Toren II, bus 54, Emile Jacqmainlaan 162, 1210 Brussel.

Bij de lijsten zal er voor elk der voorgedragen kandidaturen een bewijs van goed zedelijk gedrag worden gevoegd.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

29 OCTOBRE 1990. — Circulaire relative à l'abrogation des dispositions de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale

A Messieurs les Gouverneurs de Province,
Monsieur le Gouverneur,

Divers aménagements légaux et réglementaires sont à ce jour déjà intervenus en vue d'instaurer et de généraliser à terme la nouvelle comptabilité communale.

Je me réfère spécialement aux textes suivants :

1° la loi du 27 mai 1989 modifiant la nouvelle loi communale, publiée dans le *Moniteur belge* du 30 mai 1989;

2° ma circulaire du 31 mai 1989 relative à la nouvelle loi communale, publiée dans le *Moniteur belge* du même jour;

3° l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, publié dans le *Moniteur belge* du 3 octobre 1990;

4° la loi du 17 octobre 1990 modifiant la nouvelle loi communale, publiée dans le *Moniteur belge* du 14 décembre 1990;

5° l'arrêté royal du 29 octobre 1990 modifiant l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, publié dans le *Moniteur belge* de ce jour.

Il me paraît en conséquence utile de vous fournir quelques précisions quant aux répercussions de ces diverses mesures, en ce qui concerne plus particulièrement l'application des dispositions de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale.

1. L'article 92bis inséré par l'arrêté royal du 29 octobre 1990 dans l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale dispose que l'arrêté du Régent du 10 février 1945 précité sera, à l'égard de chaque commune, abrogé à la date de l'entrée en vigueur, en ce qui la concerne, de cet arrêté royal du 2 août 1990.

Ledit arrêté entre en vigueur, conformément à son article 93, le 1^{er} janvier 1995, sauf à l'égard des communes visées à l'article 12, § 3, de la loi du 27 mai 1989 modifiant la nouvelle loi communale.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

29 OCTOBER 1990. — Omzendbrief betreffende de opheffing van de bepalingen van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit

Aan de heren Provinciegouverneurs,
Mijnheer de Gouverneur,

Momenteel zijn er reeds verscheidene wettelijke en reglementaire aanpassingen geweest om de nieuwe gemeentelijke comptabiliteit in te voeren en op termijn te veralgemenen.

Ik verwijs in het bijzonder naar de volgende teksten :

1° de wet van 27 mei 1989 houdende wijziging van de nieuwe gemeentewet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 mei 1989;

2° mijn omzendbrief van 31 mei 1989 betreffende de nieuwe gemeentewet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van dezelfde dag;

3° het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 oktober 1990;

4° de wet van 17 oktober 1990 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 december 1990;

5° het koninklijk besluit van 29 oktober 1990 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit in het *Belgisch Staatsblad* van heden bekendgemaakt.

Bijgevolg lijkt het mij nuttig U enige toelichting te geven in verband met de weerslag van die verschillende maatregelen, wat meer bepaald de toepassing betreft van de bepalingen van het besluit van de regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

1. Artikel 92bis, dat door het koninklijk besluit van 29 oktober 1990 werd ingevoegd in het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, bepaalt dat het voormeld besluit van de Regent van 10 februari 1945 ten aanzien van elke gemeente zal worden opgeheven, wat haar betreft, op de datum van inwerkingtreding van dat koninklijk besluit van 2 augustus 1990.

Overeenkomstig artikel 93 ervan treedt dat besluit op 1 januari 1995 in werking, behalve voor de gemeenten bedoeld bij artikel 12, § 3, van de wet van 27 mei 1989 houdende wijziging van de nieuwe gemeentewet.

Pour rappel, cette dernière disposition prévoit que le Roi peut, pour les communes dont le conseil communal en aura fait la demande par une délibération communiquée au gouverneur de province au plus tard le 1^{er} juillet de l'année qui précède la date proposée, arrêter une date anticipée d'entrée en vigueur, cette date devant être le 1^{er} janvier d'une des années 1990 à 1994.

L'entrée en vigueur des modifications respectivement apportées par les articles 3, 5, § 3, et 10, § 3, de la loi du 27 mai 1989 aux articles 238, 240, § 1^{er}, et 248, § 2, de la nouvelle loi communale, l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale et l'abrogation concomitante de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale, dans son ensemble, interviendront donc, à l'égard de chaque commune, le même jour, soit à la date anticipée visée plus haut, si le Roi en a fixé une, et sinon, le 1^{er} janvier 1995.

Cependant, de la combinaison des articles 12 de la loi du 27 mai 1989 et 93 de l'arrêté royal du 2 août 1990, il résulte également que :

1^o les dispositions de l'arrêté royal du 2 août 1990 devront déjà être appliquées dans le cadre des opérations budgétaires antérieures à la date de son entrée en vigueur mais afférentes à l'exercice budgétaire qui commence à cette date, à l'exclusion des dispositions de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 encore en vigueur lors de ces opérations;

2^o les dispositions de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 continueront à être d'application aux opérations comptables postérieures à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 2 août 1990, et donc après leur abrogation subséquente, pourvu que ces opérations soient afférentes à l'un des exercices comptables antérieurs à cette date.

2. Certaines dispositions de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 cessent toutefois d'être d'application lors de l'entrée en vigueur de la loi du 17 octobre 1990 modifiant la nouvelle loi communale, comme étant implicitement abrogées par certaines des dispositions de cette loi.

La liste non limitative figurant en annexe indique quelles sont, pour l'essentiel, les dispositions de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 qui peuvent ainsi être considérées comme implicitement abrogées par la loi du 17 octobre 1990, avec, en regard, la mention des dispositions de cette loi et de celles de la nouvelle loi communale qu'elles modifient, auxquelles il y a désormais lieu de se référer.

3. Pour mémoire, je souhaite également rappeler que :

1^o les décrets, ordonnances et arrêtés réglant la tutelle financière sur les communes, pris en vertu de l'article 107^{quater} de la Constitution, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par celle du 8 août 1988, ou de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, peuvent abroger ou modifier les dispositions de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 organisant des procédures de tutelle; il y a donc lieu dans ce cas de se référer, non à celles-ci, mais aux dispositions des décrets, ordonnances et arrêtés en question;

2^o la loi du 6 juillet 1987 modifiant certaines dispositions de la loi provinciale a supprimé toute distinction entre les communes de moins de 5 000 habitants et les autres, pour ce qui a trait à l'exercice par les commissaires d'arrondissement de leurs attributions; il faut donc tenir compte de ce fait et écarter l'application des dispositions de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 qui viseraient le commissaire d'arrondissement en tant qu'il était auparavant chargé d'attributions particulières à l'égard de ces communes dites « non émancipées »;

3^o il convient d'avoir égard aux modifications apportées à la nouvelle loi communale par la loi du 27 mai 1989 qui sont entrées en vigueur le 1^{er} juin 1989; dans la mesure où l'application des dispositions ainsi modifiées ne peut s'accommoder de celle de certaines dispositions concurrentes de l'arrêté du Régent du 10 février 1945, ces dernières doivent être tenues pour implicitement abrogées.

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Ter herinnering : deze laatste bepaling stelt dat, voor de gemeenten waarvan de gemeenteraad zulks heeft gevraagd bij een raadsbesluit dat aan de provinciegouverneur is medegedeeld uiterlijk 1 juli van het aan de voorgestelde datum voorafgaande jaar, de Koning een vervroegde datum van inwerkingtreding kan vaststellen, met dien verstande dat die datum de eerste januari van een van de jaren 1990 tot 1994 moet zijn.

De inwerkingtreding van de wijzigingen die respectievelijk bij de artikelen 3, 5, § 3, en 10, § 3, van de wet van 27 mei 1989 zijn aangebracht in de artikelen 238, 240, § 1, en 248, § 2, van de nieuwe gemeentewet, de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit en de gelijktijdige opheffing van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit in zijn geheel, zullen dus ten aanzien van elke gemeente op dezelfde dag plaatsvinden, dat is op de voorafmelde vervroegde datum, indien de Koning er een vastgesteld heeft, en anders op 1 januari 1995.

Bovendien vloeit uit de samenlezing van de artikelen 12 van de wet van 27 mei 1989 en 93 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 ook voort dat :

1^o de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 reeds zullen moeten worden toegepast in het kader van de begrotingsverrichtingen die plaatsvinden voor de datum van inwerkingtreding ervan, maar die betrekking hebben op het begrotingsjaar dat op die datum begint, met uitzondering van de bepalingen van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 die tijdens die verrichtingen nog van kracht zijn;

2^o de bepalingen van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 van toepassing zullen blijven op de boekhoudkundige verrichtingen die plaatsvinden na de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990, en dus na de daaropvolgende opheffing ervan, op voorwaarde dat die verrichtingen betrekking hebben op een van de boekjaren van voor die datum.

2. Sommige bepalingen van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houden echter op van toepassing te zijn bij de inwerkingtreding van de wet van 17 oktober 1990 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, als zijnde impliciet opgeheven door sommige bepalingen van deze wet.

De niet-limitatieve lijst in de bijlage geeft hoofdzakelijk de bepalingen van het besluit van de regent van 10 februari 1945 aan die aldus kunnen worden beschouwd als impliciet opgeheven bij de wet van 17 oktober 1990, met daarnaast de vermelding van de bepalingen van die wet en van de bepalingen van de nieuwe gemeentewet die ze wijzigen, waarnaar voortaan verwezen moet worden.

3. Ter herinnering wens ik eveneens te vermelden dat :

1^o de decreten, verordeningen en besluiten tot regeling van het financieel toezicht op de gemeenten, genomen krachtens artikel 107^{quater} van de Grondwet, de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, of de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, de bepalingen van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 tot instelling van toezichtsprocedures kunnen opheffen of wijzigen; in dat geval dient men zich dus niet aan die bepalingen te houden, maar aan de bepalingen van de decreten, verordeningen en besluiten waarvan sprake;

2^o de wet van 6 juli 1987 tot wijziging van sommige bepalingen van de provinciewet elk onderscheid heeft afgeschaft tussen de gemeenten van minder dan 5 000 inwoners en de andere gemeenten, wat de uitoefening door de arrondissementscommissarissen van hun bevoegdheden betreft; daarmee dient rekening te worden gehouden, en de bepalingen van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 die betrekking zouden hebben op de bijzondere bevoegdheden van de arrondissementscommissaris ten aanzien van die zogenoemde « niet-ontvoogde » gemeenten, mogen niet meer worden toegepast.

3^o rekening dient te worden gehouden met de wijzigingen die bij de wet van 27 mei 1989 zijn aangebracht in de nieuwe gemeentewet en die op 1 juni 1989 in werking zijn getreden; voor zover de toepassing van de aldus gewijzigde bepalingen niet kan samengaan met die van sommige concurrerende bepalingen van het besluit van de Regent van 10 februari 1945, moeten deze laatste als impliciet opgeheven beschouwd worden.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

ANNEXE

Articles de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 implicitement abrogés	Articles de la loi du 17 octobre 1990 auxquels on se référera.	Articles correspondants de la nouvelle loi communale, modifiée par la loi du 17 octobre 1990
17, alinéas 3 et 4	20	99, § 2
67	[23 25	136, alinéa 1er 138, § 1er, alinéa 1er 138, § 2, alinéa 1er
69	15	56, alinéa 1er
70	[11 13	53, § 2 54 bis, § 1er
71	[14 15 16 18	55 56 57 59
72	11	53, § 4, alinéas 1er à 4
73	11	53, § 4, alinéas 5 et 6
74, alinéas 1er et 2	13	54 bis, § 2
86	25	138, § 1er, alinéas 2 et 3
87, alinéa 1er	25	138, § 1er, alinéa 1er
90	25	138, § 1er, alinéas 4 à 6
98	25	138, § 1er, alinéas 7 et 8
99	25	138, § 2, alinéas 1er et 2
100	25	138, § 2, alinéa 3
128	[29 30	247, alinéa 2 249, § 1er, alinéa 3
152, alinéas 1er à 3	22	131, §§ 3 et 4, spécialement le § 4, alinéa 3
168	[22 28	131, § 1er, alinéa 1er 142, § 2, alinéa 1er
169	[22 28	131, § 1er, alinéa 3 142, § 2, alinéa 2
171	[22 28	131, § 1er, alinéas 1er et 2 142, § 2, alinéa 1er
173	[22 28	131, § 3, alinéa 1er, et § 4 142, § 2, alinéas 4 et 5
174	[22 28	131, § 2, § 3, alinéa 2, et § 4 142, § 2, alinéas 3 à 5
175, b)	[22 28	131, § 4, alinéas 1er et 5 142, § 2, alinéa 5
198	20	99, § 2
212	26	138 bis, § 2, alinéa 1er, et § 4
213	26	138 bis, § 2, alinéa 1er, § 3, alinéa 1er, § 4 et § 5
214, alinéa 5	26	138 bis, § 2, alinéa 1er
215, alinéas 2 et 3	26	138 bis, § 3, alinéa 1er
217, sauf l'alinéa 3	26	138 bis, § 2, alinéa 2, § 3, alinéa 2, et § 5

BIJLAGE

Impliciet opgeheven artikelen van het besluit van de Regent van 10 februari 1945	Artikelen van de wet van 17 oktober 1990 waarnaar verwezen wordt	Overeenkomstige artikelen van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 17 oktober 1990
17, leden 3 en 4	20	99, § 2
67	[23	136, lid 1
	25	[138, § 1, lid 1
69	15	[138, § 2, lid 1
70	[11	56, lid 1
	13	53, § 2
71	[14	54 bis, § 1
	15	55
	16	56
	18	57
72	11	59
73	11	53, § 4, leden 1 tot 4
74, leden 1 en 2	13	53, § 4, leden 5 en 6
86	25	54 bis, § 2
87, lid 1	25	138, § 1, leden 2
90	25	en 3
98	25	138, § 1, lid 1
99	25	138, § 1, leden 4 tot 6
100	25	138, § 1, leden 7
128	[29	en 8
	30	138, § 2, leden 1
152, leden 1 tot 3	22	en 2
168	[22	138, § 2, lid 3
	28	247, lid 2
169	[22	249, § 1, lid 3
	28	131, §§ 3 en 4, in
171	[22	't bijzonder § 4, lid 3
	28	131, § 1, lid 1
173	[22	142, § 2, lid 1
	28	131, § 1, lid 3
174	[22	142, § 2, lid 2
	28	131, § 1, leden 1
175, b)	[22	en 2
	28	142, § 2, lid 1
198	20	131, § 3, lid 1,
212	26	en § 4
213	26	142, § 2, leden 4 en 5
214, lid 5	26	131, § 2, § 3, lid 2,
215, leden 2 en 3	26	en § 4
217, behalve lid 3	26	142, § 2, leden 3 tot 5
		131, § 4, leden 1 en 5
		142, § 2, lid 5
		99, § 2
		138 bis, § 2, lid 1,
		en § 4
		138 bis, § 2, lid 1,
		§ 3, lid 1, § 4 en
		§ 5
		138 bis, § 2, lid 1
		138 bis, § 3, lid 1
		138 bis, § 2, lid 2,
		§ 3, lid 2, en § 5